



## Bourse Uemoa

**La BRVM ouvre sa séance du Jour**  
*La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ...*

• (Page 07)

## États-Unis

**Insensible aux pressions de Trump, la Fed gèle ses taux**

*Pour son président, Jerome Powell, la politique monétaire ne doit pas se laisser contaminer par la politique politicienne. Le président de la Réserve fédérale ...*

• (Page 08)

## Monnaie

**Chute du dollar face à l'euro, les gagnants et les perdants**

*La dépréciation rapide du dollar crée à la fois des opportunités pour le pouvoir d'achat européen et la BCE, mais ...*

• (Page 08)



## Transformation numérique

# Dr. Asma Razgallah défend une digitalisation à impact humain

• (Page 03)



## Togo / Décentralisation

• (Page 04)

# Un guide national harmonise les plans de développement régionaux

## Science ouverte au Togo

**Vers une meilleure excellence académique**

*Le Togo a accueilli, le 28 janvier 2026 à Lomé, la cérémonie d'ouverture du Symposium LIBSENSE sur la science ouverte. Cette rencontre a réuni décideurs, ...*

• (Page 02)

## Togo-Inde

**Des échanges commerciaux portés à 3,48 milliards USD en 2025**

*Les relations économiques entre le Togo et l'Inde ont atteint un volume d'échanges commerciaux estimé à 3,48 milliards de dollars en ...*

• (Pages 04)

## Energie, emploi et agriculture

**La BAD et l'AFD mobilisent près de 2,4 milliards d'euros**

*Le Groupe de la Banque africaine de développement et l'Agence française de développement (AFD) ont organisé le 23 janvier 2025 à Abidjan, une réunion d'échange ...*

• (Page 06)

## Diplomatie parlementaire

**Le Togo et les États-Unis renforcent le dialogue**

*Le Président de l'Assemblée nationale, Komi Selom Klassou, a reçu, mercredi 28 janvier, au siège de l'hémicycle à Lomé, une délégation du Congrès américain conduite par Young Kim, membre du ...*

• (Page 11)

CANALBOX

**FIBREZ SANS FRAIS**

PROFITEZ DÈS MAINTENANT DE L'INSTALLATION À 0 FCFA\*

TÉLÉCHARGEZ L'APP CANALBOX POUR TESTER VOTRE ÉLIGIBILITÉ



8866

[www.canalbox.tg](http://www.canalbox.tg)

\*Paiement du premier forfait mensuel à la souscription

Coût de l'appel : 20 FCFA.



# Science ouverte au Togo

## Vers une meilleure excellence académique

Le Togo a accueilli, le 28 janvier 2026 à Lomé, la cérémonie d'ouverture du Symposium LIBSENSE sur la science ouverte. Cette rencontre a réuni décideurs, chercheurs et partenaires afin de réfléchir aux politiques, infrastructures et capacités nécessaires à un écosystème scientifique plus inclusif et performant.

● Nicole Esso

La cérémonie d'ouverture du Symposium LIBSENSE sur la science ouverte au Togo s'est tenue le 28 janvier 2026 dans la salle de conférence du Centre d'Excellence Régional sur les Sciences Aviaires (CERSA). L'événement a rassemblé un large éventail d'acteurs, notamment des décideurs politiques, des communautés de pratique des bibliothèques, des chercheurs, des innovateurs sociaux ainsi que des bailleurs de fonds. Les échanges ont porté sur plusieurs thématiques majeures liées à la science ouverte, notamment le développement des infrastructures de recherche, l'élaboration de politiques adaptées et le renforcement des capacités humaines. L'objectif est de favoriser un accès plus large aux connaissances scientifiques et de promouvoir une meilleure circulation des données de recherche, au service du développement national.

### La science ouverte au cœur de la transformation économique et sociale

Dans son discours d'ouverture, le ministre délégué chargé de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Professeur Gado



TCHANGBEDJI, a mis en lumière le rôle stratégique des universités et des centres de recherche en tant que moteurs de la transformation économique et sociale du Togo. Il a rappelé que la politique gouvernementale engagée depuis 2018 vise à renforcer la compétitivité des établissements d'enseignement supérieur à travers l'innovation et l'excellence scientifique. Le ministre délégué a souligné les priorités définies par le Gouvernement, sous les hautes orientations du Président du Conseil, SEM Faure Essozimna GNASSINGBE, notamment l'amélioration de l'accès aux équipements scientifiques et numériques de pointe, le renforcement de la connectivité et de la mobilité des chercheurs, ainsi que la facilitation de l'accès aux plateformes de communication et aux données de recherche. Selon lui, la science ouverte constitue un levier

essentiel pour accroître la visibilité de la recherche togolaise et renforcer son impact.

### Une politique nationale tournée vers l'excellence scientifique

La tenue du Symposium LIBSENSE s'inscrit dans un contexte marqué par la volonté des autorités togolaises de moderniser le système d'enseignement supérieur et de recherche. Malgré les défis structurels et financiers, le Gouvernement réaffirme son engagement à accompagner durablement le secteur vers l'excellence académique et l'innovation. En favorisant la science ouverte, le Togo entend créer un environnement propice à la collaboration, à l'innovation et au partage des connaissances, contribuant ainsi à une recherche plus inclusive, plus performante et mieux connectée aux enjeux de développement du pays.



# Image du jour

EMPRUNT OBLIGATAIRE

PAR APPEL PUBLIC À L'ÉPARGNE

TRÉSOR PUBLIC DU BÉNIN

EMETTEUR

ARRANGEUR ET CHEF DE FILE

CO-CHEFS DE FILE

TRANCHE A

6%

7 ans

TPBJ 6,00%

2025-2032

70 milliards

Annuel constant avec 2 ans de différé

TRANCHE B

6,15%

10 ans

TPBJ 6,15%

2025-2035

30 milliards

Annuel constant avec 2 ans de différé

ÉVÈNEMENT ACCESSIBLE VIA

DIRECT

zoom

ENSEMBLE INVESTISSONS POUR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DU BÉNIN

CÉRÉMONIE DE PREMIÈRE COTATION

VENDREDI 30 JANVIER 2026

À PARTIR DE 09H00

BeninRevele

AGI

BFS

EDC

# AUX DÉCIDEURS ...

## Transparence vecteur de confiance

Il y a des réformes qui passent inaperçues et d'autres qui, sans bruit excessif, transforment durablement les pratiques. La refonte du Bulletin Officiel de la Cote (BOC) engagée par la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) depuis le 2 janvier 2026 appartient clairement à la seconde catégorie. Derrière ce chantier technique se joue en réalité un enjeu fondamental : celui de la lisibilité, de la pédagogie et, in fine, de la confiance dans le marché financier de l'UEMOA.

Longtemps perçu comme un univers complexe, réservé à une minorité d'initiés, le marché boursier régional souffrait moins d'un déficit d'opportunités que d'un déficit de compréhension. En clarifiant la classification des titres obligataires, la BRVM apporte une réponse concrète à cette faiblesse structurelle. Désormais, l'investisseur peut distinguer d'un coup d'œil les obligations souveraines, celles émises par des institutions financières ou par des entreprises, des instruments plus spécifiques comme les FCTC, les Sukuk ou les obligations convertibles. Cette lisibilité nouvelle réduit les zones d'ombre, facilite l'évaluation des risques et participe à une démocratisation progressive de l'investissement obligataire. Mais la réforme va plus loin. En mettant en évidence les obligations GSS – vertes, sociales et durables – la BRVM envoie un signal fort : la finance durable n'est plus un concept importé, mais une réalité structurante du marché régional. À l'heure où les critères ESG s'imposent dans les décisions d'investissement à l'échelle mondiale, cette reconnaissance officielle des instruments à impact positionne la BRVM comme un acteur crédible de la transition écologique et sociale. Le BOC devient ainsi un outil stratégique, non seulement d'information, mais aussi d'orientation des capitaux vers des projets porteurs de sens et de valeur à long terme.

Le renouvellement des indices sectoriels s'inscrit dans la même logique de modernisation. Les anciens découpages, parfois déconnectés de la réalité économique des entreprises cotées, laissent place à des indices mieux alignés sur les dynamiques sectorielles actuelles. Télécommunications, énergie, services financiers, consommation de base ou discrétionnaire : ces nouveaux repères offrent aux investisseurs des instruments d'analyse plus pertinents, capables de refléter fidèlement la structure du marché et d'éclairer les choix d'allocation d'actifs. Pour les gérants de portefeuille comme pour les investisseurs individuels, c'est un pas décisif vers une lecture plus fine et plus stratégique de la performance boursière. L'introduction plus visible de l'indice Total Return constitue, sans doute, l'avancée la plus pédagogique de cette réforme. En intégrant les dividendes réinvestis à l'évolution des cours, cet indicateur rappelle une évidence souvent négligée : la performance boursière ne se limite pas aux variations de prix. En valorisant cette approche globale, la BRVM encourage une vision de long terme de l'investissement, plus fidèle à la réalité économique et moins soumise aux fluctuations de court terme.

Au-delà des aspects techniques, la refonte du BOC traduit une ambition politique et institutionnelle claire : faire de la transparence un levier de confiance. Dans un contexte où la mobilisation de l'épargne locale et l'attraction des capitaux internationaux sont des priorités majeures, la qualité de l'information boursière devient un facteur de compétitivité.

La réforme rappelle enfin que la modernisation d'un marché ne se mesure pas uniquement à la taille de sa capitalisation, mais aussi à la clarté de ses règles, à la qualité de son information et à sa capacité à parler à tous les investisseurs. En repensant son Bulletin Officiel de la Cote, la BRVM fait un choix stratégique : celui d'un marché plus lisible, plus inclusif et résolument tourné vers l'avenir.

M.T

Le Togo en chiffres			
DEMOGRAPHIE			
	Pays	Afrique de l'Ouest	Afrique subsaharienne
Population (NU, 2023)	9,3 M	446 M	1,2 Md
Taux de croissance démographique (NU, 2023)	2,3%	2,3%	2,6%
Population en 2050 (estimations NU, 2023)	15,6 M	735 M	2,1 Mds
Taux de fertilité (NU, 2023)*	4,2	4,4	4,3
Mortalité infantile des enfants de moins de 1 an (NU, 2023)**	41	60	48
Taux de natalité chez les femmes âgées de 15 à 19 ans (2023, NU)***	77,1	91,2	94,4
Part de la population âgée de moins de 15 ans (NU, 2023)	39,9%	41,5%	41%
Espérance de vie à la naissance (NU, 2023)	52,7 ans	58,3 ans	62,1 ans
Part de la pop. urbaine (NU, 2023)	44,5%	49,5%	43,1%

\* Nombre d'enfants par femme. \*\* Nombre de décès pour 1000 enfants. \*\*\* Nombre de naissances pour 1000 femmes

● Source : [tresor.economie.gouv.fr](https://tresor.economie.gouv.fr)



## Transformation numérique

## Dr. Asma Razgallah défend une digitalisation à impact humain

Docteure en sciences et technologies de l'information, experte reconnue en transformation numérique et en intelligence artificielle, Dr. Asma Razgallah s'impose comme l'une des figures de proue de l'innovation technologique inclusive entre l'Afrique et l'Amérique du Nord. Présidente-fondatrice de Stratégie Innovation Canada inc. (Strat.IN Canada), elle accompagne des entreprises, institutions et organisations dans leur transition digitale, en plaçant l'humain, la pédagogie et l'impact durable au cœur de sa démarche. À l'occasion du lancement de la formation immersive de trois jours dédiée à la transformation numérique des entreprises africaines, prévue du 9 au 11 avril 2026 à Québec, Dr. Asma Razgallah revient sur les enjeux, et les opportunités concrètes d'une digitalisation réussie, accessible et adaptée aux réalités locales.

**V**ous avez un parcours riche entre le Québec et l'international. Qu'est-ce qui a façonné votre engagement en faveur de la transformation numérique inclusive ?

Mon engagement est profondément personnel. Je suis née et j'ai grandi en Afrique, plus précisément en Tunisie, avant de poursuivre mon parcours académique et professionnel entre l'Europe et le Québec. J'ai donc vécu de l'intérieur les écarts mais aussi les complémentarités entre les écosystèmes. La transformation numérique inclusive, pour moi, c'est s'assurer que l'innovation ne reste pas réservée à quelques grandes entreprises ou à certains pays. C'est donner aux PME, où qu'elles soient, les moyens concrets d'innover, de se structurer et de collaborer à l'international, en tenant compte de leurs réalités économiques, humaines et culturelles.

**Comment définiriez-vous aujourd'hui votre vision de l'innovation, notamment pour les entreprises africaines ?**

Je défends une innovation utile et responsable. Pour les entreprises africaines, innover ne signifie pas forcément adopter les technologies les plus complexes ou les plus coûteuses, mais plutôt utiliser intelligemment le numérique pour résoudre des problèmes réels : améliorer la productivité, structurer les processus, accéder à de nouveaux marchés. L'innovation doit être un levier d'autonomie et de souveraineté économique, tout en facilitant des partenariats durables avec des écosystèmes comme celui de l'Amérique du Nord.

**En quoi votre double expertise scientifique et terrain influence-t-elle votre approche de la formation et de l'accompagnement stratégique ?**

Ma formation scientifique



m'apporte la rigueur, la méthode et la compréhension des technologies. Mon expérience terrain, au contact direct des entreprises, m'a appris une chose essentielle : une technologie n'a de valeur que si elle est comprise, appropriée et adaptée. Dans mes formations, je fais constamment le lien entre la théorie et la réalité opérationnelle des entreprises. On ne parle pas de concepts abstraits, mais de cas concrets, d'outils applicables rapidement et de décisions stratégiques réalistes.

**Vous affirmez que la digitalisation n'est plus une option. Pourquoi est-elle devenue un impératif pour les PME africaines ?**

Aujourd'hui, la digitalisation est une condition de survie et de croissance. Elle permet aux PME africaines de gagner en efficacité, de mieux gérer leurs données, de rassurer des partenaires internationaux et de s'intégrer dans des chaînes de valeur mondiales. Sans outils numériques, il devient très difficile de collaborer avec des entreprises nord-américaines ou

européennes, qui exigent des standards clairs en matière de gestion, de traçabilité et de communication.

**Quels sont, selon vous, les principaux freins à la transformation digitale des entreprises sur le continent africain ?**

Les freins sont rarement uniquement technologiques. Il y a d'abord un manque d'accompagnement stratégique, parfois une peur du changement, et souvent une perception erronée des coûts. Beaucoup d'entreprises pensent que la digitalisation est réservée aux grandes structures, alors qu'il existe aujourd'hui des solutions accessibles, évolutives et adaptées aux PME.

**Comment adapter les outils numériques aux réalités locales, notamment en contexte de ressources limitées ?**

L'adaptation passe par le choix d'outils simples, modulaires et à forte valeur ajoutée. Il faut commencer petit, prioriser les besoins essentiels et avancer par étapes.

C'est exactement pour cela que je privilégie des solutions comme le low-code/no-code, les CRM légers ou la digitalisation progressive des processus. L'objectif n'est pas la sophistication, mais l'efficacité.

**En quoi cette formation de trois jours se distingue-t-elle des approches classiques de la transformation numérique ?**

Cette formation est très orientée action et stratégie. Les participants ne repartent pas seulement avec des connaissances, mais avec une vision claire, des outils concrets et un plan d'action adapté à leur entreprise. Elle intègre également une dimension internationale forte, ce qui est rarement le cas dans les formations classiques.

**Quels profils de participants visez-vous à travers ce programme (dirigeants, cadres, agents techniques...) ?**

Nous cibons principalement les dirigeants de PME, les cadres, les responsables innovation, transformation numérique ou développement stratégique. Mais le programme

reste accessible à toute personne impliquée dans la prise de décision ou la mise en œuvre opérationnelle.

**Pourquoi avoir mis l'accent sur des solutions accessibles comme le low-code/no-code, les CRM ou la gestion digitalisée des processus ?**

Parce que ce sont des leviers rapides de transformation. Ces outils permettent d'obtenir des résultats visibles sans dépendre immédiatement de grandes équipes techniques ou de budgets élevés. Ils facilitent aussi la collaboration avec des partenaires internationaux, en parlant un langage commun en matière de données et de processus.

**Pourquoi avoir intégré une journée spéciale d'immersion dans l'écosystème d'innovation québécois ?**

Le Québec dispose d'un écosystème d'innovation très structuré, collaboratif et ouvert à l'international. Cette immersion permet aux participants de voir concrètement comment fonctionnent les incubateurs, les entreprises innovantes et les réseaux de soutien. C'est une source d'inspiration, mais aussi une opportunité de projection.

**Que peuvent concrètement attendre les participants de ces rencontres avec des incubateurs et entreprises innovantes nord-américaines ?**

Des échanges directs, des retours d'expérience, des contacts qualifiés et une meilleure compréhension des attentes du marché nord-américain. Ce sont souvent ces rencontres qui déclenchent des collaborations futures ou des projets pilotes.

**Comment cette immersion contribue-t-elle à créer des ponts durables entre les écosystèmes africain et canadien ?**

En créant de la confiance et une compréhension mutuelle. Les ponts durables ne se construisent pas uni-

quement avec des outils numériques, mais avec des relations humaines solides, basées sur la connaissance des réalités de chacun. Le numérique devient alors un facilitateur, pas une barrière.

**À l'issue de la formation, quels résultats concrets souhaitez-vous voir émerger chez les participants et leurs entreprises ?**

Je souhaite voir des entreprises mieux structurées, plus confiantes dans leur capacité à innover, avec des projets concrets de transformation numérique et des perspectives de collaboration internationale claires.

**Quel message souhaitez-vous adresser aux dirigeants africains encore hésitants face à la digitalisation ?**

Je leur dirais avant tout qu'en Afrique, nous avons les têtes, les talents et les expertises. Les compétences existent, souvent à très haut niveau. Ce qui manque le plus aujourd'hui, ce n'est pas l'intelligence ni la capacité d'innover, mais parfois la volonté collective, l'accès aux bons outils et surtout un accompagnement structuré, une impulsion, une première poussée. La digitalisation n'est pas une rupture brutale, mais un chemin progressif. Il ne s'agit pas de tout changer du jour au lendemain, mais de faire le premier pas, avec des outils adaptés, des objectifs clairs et un accompagnement réaliste.

L'Afrique a un immense potentiel. Le numérique est un levier puissant pour transformer ce potentiel en valeur concrète, structurer les entreprises et créer des partenariats équilibrés, durables et de qualité avec le reste du monde, notamment l'Amérique du Nord.





Togo / Décentralisation

# Un guide national harmonise les plans de développement régionaux

Le Togo a validé, le 27 janvier 2026 à Lomé, un guide national destiné à encadrer l'élaboration des Plans de développement régionaux. Cet outil vise à renforcer la cohérence de la planification territoriale et à améliorer l'efficacité des politiques publiques au niveau régional.

● Junior Aredola

Le processus de consolidation de la gouvernance territoriale au Togo a franchi une nouvelle étape avec la validation du Guide national d'élaboration des Plans de développement régionaux (PDR). La rencontre, tenue mardi 27 janvier 2026 à Lomé, a réuni les principaux acteurs institutionnels concernés par la planification territoriale. Portée par le ministère délégué en charge du développement local, avec l'appui du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), cette initiative vise à doter les régions

d'un cadre méthodologique et opérationnel harmonisé. L'objectif est de faciliter une planification cohérente, alignée sur les priorités nationales, tout en tenant compte des réalités locales. Le guide offre aux conseils régionaux un référentiel commun pour la conception, la programmation, la mise en œuvre et le suivi des actions de développement. Structuré en trois chapitres, il précise le cadre juridique de la planification au Togo, décrit les différentes phases d'élaboration des PDR et définit les mécanismes de suivi et d'évaluation.

### Un outil au service du développement durable

À travers ce document, le



gouvernement entend renforcer les capacités des régions à élaborer des plans de développement intégrant les potentialités locales, les enjeux socio-économiques, environnementaux et climatiques, ainsi que les attentes des populations. « Notre ambition est de doter chaque

région d'un outil opérationnel, adapté à ses réalités et porteur d'un développement équilibré et durable », a souligné Koamy Gomado, ministre délégué chargé du développement local. Pour les autorités, l'enjeu majeur réside désormais dans l'appropriation effective du guide par les acteurs régionaux. Le ministre a appelé à

intégrer de manière transversale les priorités liées aux changements climatiques, au genre, à l'inclusion sociale, aux Objectifs de développement durable (ODD), ainsi qu'à la cohésion sociale et à la sécurité. Validé par l'ensemble des parties prenantes — gouverneurs, présidents des conseils régionaux, administrations sectorielles et partenaires techniques — le guide devient un outil de référence pour renforcer l'efficacité de l'action publique au niveau territorial.

### Réforme inscrite dans la décentralisation

Le Togo compte cinq régions administratives et 117 communes. En 2024, le pays a organisé ses pre-

mières élections régionales, marquant une étape décisive dans le processus de décentralisation avec la mise en place des conseils régionaux. Ces nouvelles institutions ont pour mission d'élaborer et de mettre en œuvre les politiques de développement à l'échelle régionale. La validation du guide national intervient ainsi à un moment clé, alors que les collectivités territoriales entrent dans une phase opérationnelle. Après son adoption, le document fera l'objet d'un déploiement effectif au sein des régions, afin d'accompagner l'élaboration des premiers Plans de développement régionaux et de soutenir un développement territorial plus équilibré et plus inclusif.

Togo—Inde

## Des échanges commerciaux portés à 3,48 milliards USD en 2025

Les relations économiques entre le Togo et l'Inde ont atteint un volume d'échanges commerciaux estimé à 3,48 milliards de dollars en 2025, selon les données communiquées par l'ambassade de l'Inde à Lomé. Ce niveau positionne le Togo au 32<sup>e</sup> rang des partenaires commerciaux de l'Inde, illustrant la consolidation progressive des échanges entre les deux économies.

● Hélène Martelot

La performance s'inscrit dans un contexte de hausse continue des flux bilatéraux, l'Inde s'imposant désormais comme la première destination des exportations togolaises hors Afrique de l'Ouest. Sur certains trimestres, le marché indien a même représenté la première destination mondiale des produits togolais, soulignant l'importance stratégique de ce débouché pour l'économie nationale. Les échanges entre Lomé et New Delhi couvrent plusieurs segments clés de l'économie, notamment les matières premières, l'industrie et les services. Au-delà du commerce, la présence économique indienne se renforce sur le terrain togolais. Plusieurs entreprises indiennes ont implanté des unités de production ou accru leurs capacités existantes, en phase avec la stratégie nationale de transformation locale et de mon-



tée en gamme industrielle. Du côté des exportations togolaises, la structure demeure toutefois peu diversifiée. En 2023, celles-ci s'élevaient à environ 619 millions de dollars, selon l'Atlas de la complexité économique de l'Université Harvard, traduisant une asymétrie persistante dans les échanges. Les ventes vers l'Inde étaient dominées par les phosphates naturels de calcium (308 millions de dollars), suivis des produits pétroliers réexportés (81 millions de dollars), puis de produits agricoles et forestiers tels que le soja et l'huile de soja, le bois scié, ainsi que des volumes plus modestes de déchets métalliques et de coton brut. A l'importation, le Togo a acquis auprès de l'Inde pour environ 3,6 milliards de dollars de biens. Ces achats sont

largement dominés par les produits pétroliers raffinés, estimés à près de 3 milliards de dollars, auxquels s'ajoutent des importations significatives de riz (327 millions de dollars) ainsi que divers biens manufacturés, notamment des textiles, des machines et des produits chimiques. Si ces flux traduisent un déséquilibre commercial marqué en faveur de l'Inde, les investissements indiens contribuent néanmoins à la création d'emplois et soutiennent l'ambition des autorités togolaises de bâtir une base industrielle plus intégrée, en particulier au sein de la Plateforme industrielle d'Adétikopé (PIA). A moyen terme, Lomé et New Delhi entendent approfondir leur coopération dans des secteurs à fort potentiel, notamment les énergies renouvelables et l'action climatique, avec l'objectif affiché de renforcer et de diversifier leur partenariat économique.

Santé militaire

## Une nouvelle direction pour renforcer l'investissement public

Le service de santé des armées (SSA) du Togo entre dans une nouvelle phase de gouvernance avec la prise de fonction, le 27 janvier à Lomé, du Médecin-Colonel Gumedzoe Dzidzobé Kokou Eric en qualité de directeur central. La cérémonie officielle s'est déroulée sous la présidence du Chef d'État-Major général des Forces armées togolaises, Allahare Dimini, en présence de plusieurs responsables civils et militaires.

● Hélène Martelot

La nomination intervient dans un contexte où la performance des systèmes de santé publics, y compris dans le secteur de la défense, constitue un enjeu budgétaire et opérationnel majeur. Le nouveau directeur central succède au Médecin-Colonel Agba Komi, avec pour mission de consolider les acquis tout en améliorant l'efficacité de la dépense publique consacrée à la santé militaire. Dans sa prise de parole, le Médecin-Colonel Gumedzoe Dzidzobé Kokou Eric a exprimé sa volonté d'inscrire son action dans une logique de continuité managériale, tout en impulsant une dynamique fondée sur la rigueur, la discipline et la recherche de performance. Des principes qui visent, à terme, une meilleure allocation des ressources, une optimisation des capacités médicales et une amélioration de la prise en charge sanitaire du personnel militaire, facteur clé de la disponibilité opérationnelle des forces. Au-delà de la dimen-



sion strictement militaire, le service de santé des armées joue également un rôle dans le renforcement du capital humain du pays. Le Togo dispose en effet de l'École du service de santé des armées de Lomé (ESSAL), chargée de la formation du personnel médical militaire et du développement des compétences techniques et opérationnelles. Cette structure contribue non seulement à la montée en puissance des Forces armées togolaises,

mais aussi, en cas de besoin, au soutien du système de santé national, notamment lors des crises sanitaires. Dans un contexte de contraintes budgétaires et de recherche de rentabilité sociale des investissements publics, la nouvelle direction du SSA est attendue sur sa capacité à renforcer les synergies, à optimiser les ressources existantes et à faire de la santé militaire un maillon efficace de la politique nationale de santé et de sécurité.

### Le Togo en chiffres





# Participation du Gouverneur de la BCEAO à la 8<sup>e</sup> édition des Rencontres du Marché des Titres Publics (REMTP)

Le Gouverneur de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest, Monsieur Jean-Claude Kassi BROU, a pris part, le 27 janvier 2026 à Lomé, en République togolaise, à la cérémonie d'ouverture de la huitième édition des Rencontres du Marché des Titres Publics (REMTP), organisées par UMOA-Titres.

Cet événement du marché financier régional a réuni l'ensemble des acteurs du Marché des Titres Publics autour des enjeux liés au financement des Etats et au développement durable des économies de l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA).

Lors de son allocution, le Gouverneur Jean-Claude Kassi BROU a rappelé que le Marché des Titres Publics s'est progressivement imposé comme l'un des piliers essentiels du financement des Etats membres de l'Union. Il a souligné que le développement de ce marché illustre les avancées significatives enregistrées dans la structuration du marché financier régional.

Il a indiqué qu'au niveau du marché primaire, le ratio de l'encours des titres émis par adjudication rapporté au produit intérieur brut (PIB) de l'Union est passé de 5,6 % en 2014 à 14,6 % en 2025, confirmant ainsi la place centrale qu'occupe ce marché dans le financement des politiques publiques. S'agissant du marché secondaire, le Gouverneur a relevé une amélioration significative de la liquidité, illustrée par un taux de rotation annuel de l'encours de la dette publique supérieur à 25 %, contre 5 % en 2016.

Le Gouverneur Jean-Claude Kassi BROU a précisé que cette évolution favorable résulte du concours coordonné de l'ensemble des acteurs du marché, sous l'impulsion du dispositif de régulation, de surveillance et d'accompagnement mis en place par la BCEAO, ainsi que des initiatives structurantes conduites par UMOA-Titres, notamment en matière de coordination des émissions, d'amélioration de la transparence de l'information, d'opérationnalisation des

Spécialistes en Valeurs du Trésor, de renforcement des bonnes pratiques de marché et de formation des acteurs.

Par ailleurs, tout en saluant les performances enregistrées, il a souligné que le Marché des Titres Publics dispose encore de marges de progression importantes pour atteindre son plein potentiel, dans un contexte caractérisé par des besoins de financement croissants et une exigence renforcée de soutenabilité des finances publiques. Enfin, le Gouverneur a insisté sur l'importance des travaux des REMTP, qui constituent un cadre privilégié pour dresser un bilan des acquis, identifier les vulnérabilités et définir des orientations communes visant à consolider la résilience du Marché des Titres Publics, en tant qu'instrument central de financement des Etats et élément clé de la stabilité financière de l'Union.





Energie, emploi et agriculture

La BAD et l'AFD mobilisent près de 2,4 milliards d'euros

Le Groupe de la Banque africaine de développement et l'Agence française de développement (AFD) ont organisé le 23 janvier 2025 à Abidjan, une réunion d'échange sur le renforcement de leurs investissements conjoints et un meilleur alignement sur les priorités de développement de l'Afrique.

● Vivien Atakpabem

De hauts responsables des deux institutions ont précisé à cette occasion, leurs priorités communes dans les secteurs à fort impact : l'énergie (notamment dans le cadre de l'initiative Mission 300), l'emploi et les compétences, l'entrepreneuriat, l'eau et l'agriculture. Ils se sont également engagés à accélérer la mise en œuvre de leur partenariat de cofinancement qui a déjà mobilisé près de 2,4 milliards d'euros. Ces discussions, qui se sont déroulées au siège de la Banque, alimenteront directement les négociations prévues dans le cadre d'un nouvel accord de partenariat. La vice-présidente du Groupe de la Banque africaine de développement chargée du Développement régional, de l'Intégration et de la Prestation de services, Nnenna Nwabuo, a indiqué que le partenariat était entré dans une phase décisive, l'accord de partenariat actuel pour la période 2021-2026 arrivant à son terme. Mme Nwabuo et Adama Mariko, directeur exécutif de l'AFD chargé de la mobilisation, des partenariats et de la communica-



tion, ont également convenu d'accélérer la mise en œuvre des projets. « Nous disposons d'un solide pipeline d'opportunités, a déclaré Mme Nwabuo. En nous concentrant davantage sur quelques secteurs à fort impact et en passant plus rapidement du stade de projet dans le pipeline à celui de la mise en œuvre, nous pouvons accroître considérablement notre impact commun au profit des populations africaines. » Elle a ajouté que l'orientation stratégique proposée par la Banque place les partenariats au cœur des efforts visant à mobiliser des capitaux à grande échelle, à exploiter le dividende démographique de l'Afrique et à construire des infrastructures résilientes au climat. M. Mariko a déclaré que la réunion a rehaussé les ambitions pour la prochaine phase de la coopération. « Ce travail approfondi est intervenu à un moment stratégique,

coïncidant avec la transition à la tête de la Banque africaine de développement et la dernière année de l'accord-cadre de partenariat, a déclaré M. Mariko. Nous avons réaffirmé nos secteurs prioritaires, en particulier, l'entrepreneuriat, l'emploi, la formation professionnelle et l'agriculture et exploré les possibilités de collaboration sur des initiatives clés, telles que la Nouvelle architecture financière africaine. » La réunion a également permis de discuter des possibilités de cofinancement à court terme et des actions prioritaires pour débloquer les projets déjà en cours. Au-delà du financement, les participants ont exploré le renforcement de la collaboration institutionnelle, notamment par des échanges de personnel et une coordination plus étroite entre les équipes régionales et sectorielles.

Ghana

La Banque centrale réduit son taux directeur de 250 points de base à 15,5%

La Banque centrale du Ghana justifie cette décision par une amélioration des conditions macroéconomiques générales et la baisse de l'inflation, passée de 23,8 % en décembre 2024 à 5,4 % en décembre 2025.

Le comité de politique monétaire (MPC) de la Banque du Ghana (BoG) a réduit son principal taux directeur de 250 points de base, le fixant à 15,50 % contre 18 % auparavant. C'est ce qu'indique le communiqué de la BoG publié le mercredi 28 janvier 2026. Les conditions macroéconomiques générales se sont largement améliorées, indique le rapport qui souligne que « l'inflation globale a fortement reculé depuis le début de l'année, passant de 23,8 % en décembre 2024 à 5,4 % en décembre 2025 » revenant ainsi en dessous de la cible de la Banque. Celle-ci prévoit une inflation stable autour de l'objectif fixé jusqu'au premier semestre 2026. Par ailleurs, les facteurs de risque susceptibles de la faire dévier se sont nettement réduits, selon la Banque. Dans ce



contexte, le niveau encore élevé des taux d'intérêt réels laisse à la BoG une marge de manœuvre pour assouplir davantage sa politique monétaire et accompagner la dynamique de reprise économique. Cette décision intervient alors que la croissance économique du Ghana affiche une bonne dynamique. Sur les trois premiers trimestres 2025, le PIB a enregistré une progression de 6,1 %, une performance principalement portée par les secteurs des services et de l'agricul-

ture. Parallèlement, le cedi, la monnaie nationale, s'est renforcé, soutenu par un excédent de la balance des paiements et une accumulation de réserves atteignant 13,8 milliards \$ en décembre 2025, soit l'équivalent de 5,7 mois d'importations contre 4,1 mois un an plus tôt. Cette dynamique a permis à la monnaie ghanéenne de s'apprécier de 40,7 % face au dollar en 2025, après une dépréciation de 19,2 % en 2024.

Avec Agence Ecofin

Financement

XSML Capital clôture African Rivers Fund IV à 142 millions USD

XSML Capital, un des principaux fournisseurs de capital de croissance pour les PME des marchés émergents africains, a annoncé aujourd'hui la clôture définitive d'African Rivers Fund IV (ARF IV) à 142 millions de dollars, dépassant son plafond de financement de 135 millions de dollars.

● Junior Aredola

Cette clôture définitive de son quatrième fonds représente une étape majeure pour XSML. Elle témoigne de la forte confiance des investisseurs dans sa stratégie d'investissement, son historique d'impact et sa capacité à soutenir la croissance des PME sur des marchés mal desservis où l'accès au capital de croissance à long terme demeure limité. XSML est souvent le seul ou l'un des rares investisseurs à fournir un capital de croissance allant de 300 000 à 10 millions de dollars. Nous disposons de bureaux locaux en Angola, en République démocratique du Congo (RDC), au Kenya, en Ouganda et en Zambie. Depuis la première clôture, trois institutions de financement du développement (IFD) supplémentaires, dont une nouvelle IFD, ainsi que deux family offices allemands, ont rejoint ARF IV, renforçant ainsi la base d'investisseurs du fonds. « Le fait d'avoir dépassé notre objectif de taille et notre plafond pour le Fonds IV dans un contexte de levée de fonds difficile démontre que les investisseurs soutiennent notre approche



d'investissement dans les PME », a déclaré Barthout van Slingelandt, associé gérant de XSML Capital. « Nous sommes convaincus que le crédit privé, combiné à un accompagnement opérationnel, est souvent parfaitement adapté aux PME locales », ajoute M. van Slingelandt. « Il permet aux entrepreneurs de se développer sans céder de parts de leur entreprise, tout en leur offrant le financement flexible et à long terme nécessaire à leur expansion. Les investisseurs apprécient à la fois le soutien concret que nous apportons aux entrepreneurs au-delà du simple apport de capital, et notre capacité à offrir des liquidités plus tôt dans le cycle d'investissement, ce qui reste rare sur les marchés africains. »

Quinze années d'expérience dans la transformation du

capital en croissance

XSML prévoit qu'ARF IV constituera un portefeuille de plus de 50 entreprises. En décembre 2025, le fonds avait engagé 85 millions de dollars américains, soit 60 % du capital d'investissement total. À ce jour, les investissements sont concentrés en RDC (47 %), en Angola (22 %), en Ouganda (17 %) et en Zambie (14 %), dans les secteurs de la production, de la distribution, des boissons, de l'agroalimentaire et de l'industrie pharmaceutique. Depuis son premier investissement il y a une quinzaine d'années, le gestionnaire du fonds a investi dans plus de 100 PME en Afrique centrale, orientale et australe, et dans divers secteurs. Fin 2024, les entreprises du portefeuille soutenaient plus de 8 500 emplois et en avaient créé plus de 4 100.

Nigeria

De nouveaux mémorandums d'entente avec la Turquie

Abuja et Ankara confirment leur volonté de renforcer la coopération commerciale et d'ouvrir de nouveaux axes de partenariat. Le président turc Recep Tayyip Erdoğan vise un volume d'échanges commerciaux de 5 milliards \$, contre 2 milliards \$ actuellement.

Le Nigeria et la Turquie ont signé, le mardi 27 janvier 2026, huit instruments juridiques et une déclaration commune, lors de la visite effectuée par le président nigérian, Bola Tinubu, à Ankara. L'annonce a été faite par la présidence nigérienne. Parmi ces accords figurent six mémorandums d'entente (MoU) portant sur la coopération dans le domaine de la politique relative à la diaspora, des médias et de la communication, de l'enseignement supérieur ainsi que des infrastructures de qualité halal. Un protocole de coopération militaire et un accord de coopération dans le domaine de l'éducation ont également été scellés. Une déclaration conjointe a par ailleurs été signée, établissant la Commission économique et commerciale conjointe (JETCO), destinée à stimuler les échanges commerciaux et les inves-



tissements. « Le président Recep Tayyip Erdoğan et moi-même avons réaffirmé notre ambition commune, qui se traduit directement par la création d'emplois, d'investissements et d'opportunités pour nos populations, ouvrant ainsi la voie à un volume d'échanges commerciaux de cinq milliards de dollars », a déclaré le chef de l'État nigérian. La signature de ces accords marque une étape importante dans le rapprochement entre Ankara et Abuja et ouvre la voie à une intensification des échanges économiques, culturels et politiques dans les années à venir. Le président turc a

indiqué vouloir atteindre un volume d'échanges commerciaux de 5 milliards de dollars avec le Nigeria, contre environ 2 milliards de dollars actuellement, ajoutant que des discussions pour concrétiser cet objectif ont déjà commencé. Les relations diplomatiques et économiques entre les deux pays se sont progressivement intensifiées au fil des décennies. La Turquie exporte vers le Nigeria des avions, des hélicoptères, des machines, du fer et de l'acier ainsi que des produits chimiques, tandis que le Nigeria exporte du pétrole brut et des produits agricoles vers son partenaire.

Avec Agence Ecofin

BRVM

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES

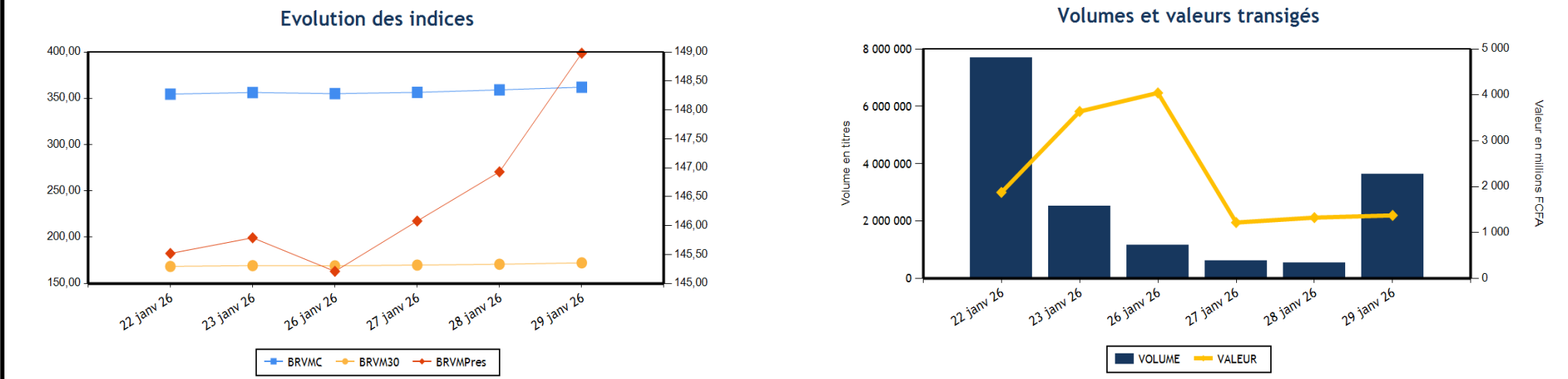
Afrique de l'Ouest

BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

jeudi 29 janvier 2026

N° 20

BRVM COMPOSITE	362,09	BRVM 30	172,32	BRVM PRESTIGE	148,98
Variation Jour	0,82 %	Variation Jour	0,88 %	Variation Jour	1,40 %
Variation annuelle	4,73 %	Variation annuelle	3,66 %	Variation annuelle	3,28 %



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	13 960 701 258 741	0,82 %
Volume échangé (Actions & Droits)	3 637 520	606,42 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	1 300 770 387	18,93 %
Nombre de titres transigés	47	0,00 %
Nombre de titres en hausse	30	30,43 %
Nombre de titres en baisse	12	-14,29 %
Nombre de titres inchangés	5	-50,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
EVIOSYS PACKAGING SIEM CI (SEMC)	1 480	7,25 %	111,43 %
SICOR CI (SICC)	3 815	5,97 %	15,61 %
ERIUM CI (Ex AIR LIQUIDE CI) (SIVC)	2 050	5,94 %	29,75 %
SERVAIR ABIDJAN CI (ABJC)	3 050	5,17 %	5,17 %
AFRICA GLOBAL LOGISTICS CI (SDSC)	1 730	4,22 %	14,19 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	12	148,98	1,40 %	3,28 %	36 258	297 564 030	11,05
BRVM-PRINCIPAL	35	236,03	0,00 %	8,44 %	3 601 262	1 003 206 357	14,49

INDICE TOTAL RETURN

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - COMPOSITE TOTAL RETURN	47	139,43	0,82 %	4,72 %	3 637 520	1 300 770 387	12,36

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - TELECOMMUNICATIONS	3	95,54	1,30 %	0,67 %	3 780	67 717 625	9,83
BRVM - CONSOMMATION DISCRETIONNAIRE	7	180,34	-0,08 %	4,23 %	34 446	64 104 450	64,01
BRVM - SERVICES FINANCIERS	16	155,35	0,56 %	6,51 %	3 462 120	596 910 432	10,27
BRVM - CONSOMMATION DE BASE	9	233,70	0,48 %	8,15 %	33 719	380 708 405	11,04
BRVM - INDUSTRIELS	6	159,53	3,87 %	20,55 %	78 315	127 333 040	13,79
BRVM - ENERGIE	4	117,29	0,73 %	5,75 %	18 918	45 804 445	14,56
BRVM - SERVICES PUBLICS	2	117,04	-1,09 %	10,52 %	6 222	18 191 990	14,50

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché	12,36
Taux de rendement moyen du marché	7,31
Taux de rentabilité moyen du marché	9,41
Nombre de sociétés cotées	47
Nombre de lignes obligataires	180
Volume moyen annuel par séance	1 179 713,00
Valeur moyenne annuelle par séance	1 503 873 920,91

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	11 351 829 669 222	0,01 %
Volume échangé	10 949	-69,89 %
Valeur transigée (FCFA)	74 940 450	-67,93 %
Nombre de titres transigés	8	-46,67 %
Nombre de titres en hausse	3	0,00 %
Nombre de titres en baisse	1	-75,00 %
Nombre de titres inchangés	4	-50,00 %

PLUS FORTES BAISSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
UNIWAX CI (UNXC)	1 515	-7,34 %	8,21 %
ECOBANK TRANS. INCORP. TG (ETIT)	23	-4,17 %	0,00 %
BERNABE CI (BNBC)	1 450	-3,33 %	2,84 %
ORAGROUP TOGO (ORGT)	2 815	-2,93 %	17,29 %
SICABLE CI (CABC)	2 960	-1,99 %	25,42 %

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	10,83
Ratio moyen de satisfaction	9,24
Ratio moyen de tendance	85,32
Ratio moyen de couverture	117,20
Taux de rotation moyen du marché	0,33
Prime de risque du marché	2,34
Nombre de SGI participantes	34



États-Unis

Insensible aux pressions de Trump, la Fed gèle ses taux

Pour son président, Jerome Powell, la politique monétaire ne doit pas se laisser contaminer par la politique politicienne.

Le président de la Réserve fédérale américaine (Fed) Jerome Powell a dit «espérer» mercredi que la politique monétaire ne se laisserait jamais contaminer par la «politique politicienne» après que l'institution a décidé de laisser les taux d'intérêt inchangés, contre l'avis de Donald Trump. À l'issue de sa première réunion de l'année, la banque centrale des États-Unis a en effet maintenu les taux directeurs entre 3,5% et 3,75% après les avoir réduits de trois quarts de point de pourcentage dans les derniers mois de 2025.

Deux votes contre

Ce retour au statu quo a été désapprouvé par deux des douze responsables de la banque centrale des États-Unis : les gouverneurs Stephen Miran et Christopher Waller voulaient une nouvelle diminution d'un quart de point de pourcentage. L'opposition de M. Miran n'est pas une surprise. Entré à la Fed en septembre sur proposition de Trump, il



plaide depuis lors pour de franches baisses de taux. Il a été rejoint par M. Waller, nommé gouverneur pendant le premier mandat de M. Trump. Le vote de Christopher Waller a été remarqué dans la mesure où il est en lice, avec trois autres personnes, pour prendre la suite de Jerome Powell, dont le mandat prendra fin en mai. Le président Trump cherche à placer à la tête de l'institution un banquier central qui pense, comme lui, que les taux devraient être nettement plus bas. Il veut ainsi doper l'activité économique et réduire les coûts de financement de la dette publique des États-Unis. Selon lui, l'inflation n'est plus un problème. Celle-ci atteignait cependant

2,8% en novembre et a probablement accéléré à 2,9% en décembre, a souligné M. Powell mercredi, lors de sa traditionnelle conférence de presse.

Une croissance suffisamment robuste

La Fed a par ailleurs montré qu'elle n'était pas pressée de recommencer à baisser ses taux. Dans son communiqué, elle souligne que la croissance est «robuste», suggérant par là qu'un soutien supplémentaire – via une baisse des taux d'intérêt et donc des coûts d'emprunt – ne semble pas s'imposer. La banque centrale a aussi changé sa façon de qualifier la situation sur le marché du travail américain: le taux de chômage présente «des signes de stabilisation» (il était de 4,4% en décembre), estime-t-elle désormais. Message reçu cinq sur cinq par les marchés financiers, qui n'attendent pas de nouvelle détente avant la réunion de juin, au mieux, selon l'outil de veille CME FedWatch.

(afp)

Monnaie

Chute du dollar face à l'euro, les gagnants et les perdants

La dépréciation rapide du dollar crée à la fois des opportunités pour le pouvoir d'achat européen et la BCE, mais aussi de nouveaux risques pour la compétitivité des entreprises de la zone euro.

La glissade du dollar face à l'euro s'impose comme l'un des faits marquants des marchés financiers depuis plusieurs mois. Mardi, la monnaie unique européenne a franchi le seuil symbolique des 1,20 dollar, une première depuis juin 2021, portée moins par sa propre vigueur que par l'affaiblissement du billet vert. Une évolution suivie de près par les autorités monétaires européennes, tant ses implications pour l'inflation, la croissance et la compétitivité du continent sont multiples. Les responsables de la Banque centrale européenne (BCE) observent attentivement cette appréciation de l'euro. « L'Eurosystème n'a pas d'objectif de change ; mais nous suivons avec attention cette appréciation de l'euro, et ses conséquences possibles sur une moindre inflation », souligne François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France et membre du conseil des gouverneurs de la BCE, dans un message publié sur LinkedIn. « C'est un des éléments qui guidera notre politique monétaire et nos décisions sur les taux d'intérêt, tout au long des prochains mois ».

L'imprévisibilité américaine

La dynamique actuelle s'explique avant tout par une perte de confiance dans la



devise américaine. Depuis le retour de Donald Trump à la Maison Blanche, le dollar a cédé plus de 15 % face à l'euro. Les tensions diplomatiques et commerciales, les pressions répétées sur la Réserve fédérale et les revirements de politique économique nourrissent de plus en plus la défiance des investisseurs. « L'imprévisibilité politique est indéniablement négative pour le dollar », notent les analystes de Monex USA. Pour Joshua Mahony, de Scope Markets, « la confiance dans le dollar comme principal garant de la sécurité semble s'être évanouie sous la présidence de Trump ». François Villeroy de Galhau y voit lui aussi un signal clair, estimant que la faiblesse du dollar est un « signe de moindre confiance face à l'imprévisibilité de la politique économique américaine ». Face à cette chute, le président américain affiche pourtant une sérénité déconcertante.

Importations et inflation

Si un euro fort renchérit les exportations, il améliore dans le même le pouvoir d'achat des ménages en réduisant le coût des importations libellées en dollars, notamment l'énergie et les matières premières. Un euro plus fort soutient ainsi « le pouvoir d'achat des ménages européens, favorisant la consommation et le tourisme à l'étranger », souligne John Plassard. Il s'agit aussi d'un atout pour certaines entreprises, dépendantes des importations. « Un euro fort est une bonne nouvelle pour les entreprises importatrices européennes, en particulier dans la chimie, la construction, l'aérien ou les secteurs fortement consommateurs d'énergie et de matières premières », poursuit-il. En tirant les prix à la baisse, l'appréciation de l'euro pourrait également renforcer les marges de manœuvre de la BCE.

(Avec agences)

Industrie financière

Microsoft déçoit dans l'IA et chute lourdement en Bourse

L'action Microsoft a chuté de près de 12 % à l'ouverture de Wall Street, ce jeudi, à cause d'une croissance dans l'intelligence artificielle jugée trop lente.

Près de 40 milliards de dollars (33,2 milliards d'euros) de bénéfice n'ont pas suffi pour satisfaire les investisseurs. Après l'annonce des résultats, l'action a ouvert en forte baisse (-10,45 %) avant d'amplifier sa chute à -11,91 % à 424,24 dollars vers 18 h à Paris. Le géant a perdu 370 millions de dollars en quelques minutes. L'entreprise a pourtant dépassé les attentes en publiant mercredi soir un chiffre d'affaires de 81,3 milliards de dollars sur le deuxième trimestre de son exercice 2026, tout en dévoilant une nouvelle hausse massive de ses investissements, avant tout dans l'infrastructure pour l'intelligence artificielle (IA). Sur-tout, l'entreprise créée par Bill Gates a réalisé un bénéfice net de 38,5 milliards de dollars entre octobre et décembre, en hausse de 60 % sur un an.

Une croissance dans l'IA jugée trop lente

Sauf que tous ces chiffres ont été ignorés par les investisseurs. La Bourse n'a eu d'yeux que pour la croissance

du géant du cloud dans l'intelligence artificielle. Justement, une grande partie du bénéfice de l'entreprise est due à un gain de 7,5 milliards sur la valorisation de son investissement dans OpenAI, mais aussi à ses revenus obtenus grâce à l'IA et aux centres de données. Avec ces résultats, « Microsoft n'a pas proclamé sa victoire dans l'IA, mais a présenté un argumentaire crédible sur le fait que ses dépenses sont sur la voie de la rentabilisation », a commenté Jeremy Goldman, analyste principal chez Emarketer. Côté croissance, Microsoft Cloud dépasse pour la première fois la barre des 50 milliards de dollars de chiffre d'affaires et se maintient sur un rythme de 26 % de hausse annuelle. Insuffisant pour les observateurs. « En écoutant le management, on comprend que Microsoft est aujourd'hui victime de son propre succès. En fait, la demande pour l'IA est telle que l'infrastructure ne suit plus ! Le manque de puces freine désormais la croissance d'Azure », note Loris Dalleau, analyste chez Bourseko.

Incertitudes sur la rentabilité d'OpenAI et Azure

« L'une des principales préoccupations des investisseurs est que les dépenses d'investissement augmentent plus rapidement que prévu, tandis que la croissance d'Azure est peut-être légèrement inférieure à nos attentes », a ajouté Keith Weiss, analyste chez Morgan Stanley, lors de la conférence. Et pour cause, selon les données de Bloomberg arrêtées mercredi, Amazon, Alphabet, Microsoft et Meta dépenseront, tous les quatre pour 505 milliards de dollars de « capex » (d'investissements en capital) contre 366 milliards de dollars en 2025. Pour rassurer sur la croissance future de ce segment, au dernier trimestre, Microsoft a porté ses investissements à 37,5 milliards de dollars « pour soutenir la demande de nos clients pour l'informatique en ligne et l'IA », explique le groupe. « C'est deux fois plus qu'en 2024 et déjà trois fois plus qu'en 2023 », précise Loris Dalleau.

Avec latribune.fr

Paielements en Europe

«Trump peut nous bloquer l'accès à Visa et Mastercard»

Pour les paiements, l'Europe dépend d'entreprises américaines. Depuis le retour de Donald Trump, de plus en plus de voix s'élèvent pour réclamer une Europe souveraine.

Donald Trump semble avoir abandonné ses projets de rachat du Groenland après un entretien avec le chef de l'OTAN, Mark Rutte. Mais les menaces douanières qui y sont liées ont alarmé l'Europe. Aurore Lalucq, présidente de la commission des affaires économiques du Parlement européen, a insisté mercredi dans un discours devant les députés sur la nécessité d'une alternative européenne aux prestataires de services de paiement américains Visa et Mastercard. « Trump peut nous en bloquer l'accès », a-t-elle averti. Selon elle, l'Europe aurait besoin de toute urgence de son propre système de paiement. La grande majorité des cartes de paiement – y compris en Suisse – sont émises par Visa ou



Mastercard. Aurore Lalucq prévient qu'en cas de crise, la Maison-Blanche pourrait forcer les deux sociétés de cartes de crédit américaines à paralyser les cartes en Europe « du jour au lendemain ».

Microsoft en 2024

Interrogé par 20 Minutes, Andreas Dietrich, professeur en services financiers à la Haute école de Lucerne, se montre compréhensif face à cette préoccupation et rappelle un cas similaire. Le blocage du compte e-mail du

procureur en chef de la Cour pénale internationale, Nicolas Guillou, par Microsoft en 2024 a déclenché un débat considéré comme un signal d'alarme pour la souveraineté numérique. Guillou est tombé en disgrâce auprès de Trump lorsqu'il a émis des mandats d'arrêt contre le Premier ministre et le ministre de la Défense israéliens. Le président américain a réagi par des sanctions, dont le blocage de son compte e-mail.

Avec lematin.ch



## Santé

## Sous pression financière, l'OMS lutte pour maintenir ses priorités

Alors que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) fait face à un déficit de 660 millions de dollars suite à la réduction de ses contributions volontaires, l'agence sanitaire mondiale se retrouve dans un « contexte très difficile ».

**A** l'ouverture de la 43e réunion du Conseil exécutif de l'OMS, le chef de l'agence onusienne, Tedros Adhanom Ghebreyesus, a lancé un appel urgent aux donateurs, les exhortant à garantir non seulement des financements suffisants, mais aussi de qualité pour soutenir les priorités essentielles de son programme général de travail. Le déficit de financement compromet gravement la capacité de l'OMS à répondre aux enjeux mondiaux de santé. En attendant, comme la majorité des contributions volontaires restent affectées à des fins spécifiques, plusieurs domaines d'activité continuent d'être sous-financés. Il s'agit notamment de la préparation aux situations d'urgence, la résistance aux antimicrobiens, le financement de la santé, la résilience climatique, les déterminants de la santé et les facteurs de risque. Cette



alerte intervient alors que les Etats-Unis disent avoir formellement quitté l'agence onusienne depuis jeudi dernier. Cependant, cette situation de sous-financement s'inscrit dans un contexte globalement difficile pour l'OMS, une année qui a été l'une des plus éprouvantes de son histoire.

### L'OMS réduit son budget à 4,2 milliards de dollars

« Comme vous le savez, l'année écoulée a été l'une des plus difficiles de l'histoire de l'OMS. Au cours des 12 derniers mois, nous avons mené à bien un pro-

cessus douloureux mais nécessaire de hiérarchisation des priorités et de réorientation », a déclaré le Directeur général de l'OMS, relevant que des coupes budgétaires ont conduit à « un déficit de financement important pour l'exercice biennal 2024-2025 ». Il y a un an, le Conseil exécutif avait examiné un budget prévisionnel de 5,3 milliards



de dollars pour la période biennale 2026-2027. Cette proposition avait été ajustée à 4,9 milliards de dollars. Bien que cet ajustement ait paru réaliste à l'époque, les perspectives en matière d'aide internationale ont continué de se détériorer. En mars, face à cette situation, une nouvelle réduction à 4,2 milliards de dollars a été proposée, et a été validée par l'Assemblée mondiale de la Santé en mai. Pour l'agence, cela a abouti à un processus de hiérarchisation des priorités. Des départements et des divisions ont ainsi fusionné, certaines fonctions ont été délocalisées. « Comme vous pouvez l'imaginer, ce processus a été difficile et douloureux », a ajouté le Dr Tedros. Selon l'OMS, sans cette stratégie,

près de 3.000 employés auraient été licenciés. En réalité, l'agence a réussi à limiter le nombre de suppressions de postes à 1.241. Parmi ceux-ci, 1.162 membres du personnel ont quitté ou quitteront l'organisation dans le cadre de départs à la retraite, de retraites anticipées volontaires ou de départs naturels. Par ailleurs, environ 600 postes ont été sauvés grâce à l'augmentation des contributions obligatoires.

### Se réinventer pour faire face aux défis de demain

Cette gestion rigoureuse des ressources humaines s'inscrit dans un contexte plus large, où l'OMS doit sans cesse s'adapter aux besoins en constante évolution des pays qu'elle soutient. Face à ces défis croissants, l'OMS doit non seulement répondre aux besoins actuels, mais aussi anticiper les enjeux émergents. D'autant que les défis et les opportunités auxquels les pays sont confrontés aujourd'hui - du changement

climatique à l'intelligence artificielle - sont très différents de ceux qu'ils connaissaient en 1948, ou même en 1998. C'est dans ce contexte de transformations rapides que l'agence sanitaire mondiale de l'ONU doit se réinventer, en devenant plus agile et mieux préparée aux défis de demain. « Je vois donc l'OMS du futur comme une organisation plus légère, encore plus ciblée, plus efficace et mieux adaptée à sa mission : une organisation dont l'indépendance est protégée et le financement assuré, moins vulnérable aux chocs causés par les changements géopolitiques », a fait valoir le chef de l'OMS. Pour parvenir à cette vision, l'OMS se lance aujourd'hui dans des discussions clés sur la réforme afin de faciliter la transition vers un écosystème mondial de la santé plus léger, plus collaboratif et plus efficace.

Avec [news.un.org](http://news.un.org)

## HOROSCOPE finance

**Bélier** Ne soyez pas trop confiant en manipulant votre argent, car vous n'aurez pas toute la faveur des astres. Si vous voulez effectuer une importante opération boursière, vous aurez intérêt à consulter un spécialiste.

**Taureau** Attention, vous risquez de manquer de jugeote. C'est en effet dans le domaine pécuniaire que les influences délicates de la journée risquent surtout de se faire sentir. Vous n'aurez pas les idées claires, et ne pourrez en outre pas compter sur le facteur chance. Vous aurez donc intérêt à remettre à plus tard toutes les décisions financières importantes, qu'il s'agisse d'achats, de ventes, de placements ou d'investissements.

**Gémeaux** Vous aurez de grandes chances de pouvoir remplir votre escarcelle grâce à la présence bienfaisante de la planète Mercure dans votre Ciel. Des sources de revenus en rapport avec l'étranger et des contrats se présenteront de manière imprévue ou brusque.

**Cancer** Si votre situation financière est préoccupante, sachez que la meilleure solution pour aujourd'hui réside dans l'ordre et la continuité des efforts, qui seront soutenus par Mercure en bel aspect. Surtout, ne bâtissez pas de châteaux en Espagne et n'espérez pas vous en sortir par la spéculation ou le jeu.

**Lion** Uranus sera en aspect favorable. Cela veut dire que votre équilibre financier ne posera en principe aucun problème. Ceci dit, cette configuration de Jupiter, qui constitue un important facteur de chance, peut agir, entre autres, sur le plan financier. Pourquoi, alors, ne pas tenter le sort au jeu ? Qui sait, une bonne surprise est possible.

**Vierge** Vos secteurs d'argent n'accueillent aucune planète, ce qui indique que votre situation sera stable. Mais avec Jupiter, astre de chance, et aussi l'une des planètes les plus fastes sur le plan financier, vous pourrez bénéficier, en plus, d'un petit coup de pouce du sort. Peut-être pourriez-vous, pour une fois, tenter votre chance au jeu ?

**Balance** Climat astral nettement favorable à la stabilisation de la vie matérielle. Certains natifs se verront proposer un emploi plus rémunérateur. D'autres bénéficieront d'une rentrée d'argent inespérée. Si vous avez quelque chose à vendre, un objet ou une idée, ce sera l'occasion ou jamais de faire monter les enchères.

**Scorpion** Cette journée sera favorable aux transactions immobilières ou foncières. Elle encouragera aussi les déménagements. Vous aurez la possibilité de participer à des activités sociales et en tirer des satisfactions.

**Sagittaire** Saturne cessera d'influencer votre secteur argent. Voilà un mouvement céleste dont vous ne pourrez que vous féliciter. En effet, Saturne est par excellence la planète de la restriction et de la privation ; l'influence de cet astre dans le secteur argent a pour effet de provoquer une période de stagnation, voire même de régression financière. Débarrassé de cet influx, vous allez enfin pouvoir compter sur la chance pour améliorer vos revenus.

**Capricorne** Têtu et obstiné, vous aurez pour objectif d'améliorer la gestion de vos finances et de rendre vos placements plus rentables. Même si des difficultés se présentent, vous continuerez à vous diriger vers ce but.

**Verseau** Pleins feux sur vos finances ! En écoutant les conseils avisés de spécialistes en la matière, vous parviendrez à gérer vos biens matériels de façon très judicieuse. Mais ne relâchez pas votre vigilance.

**Poisson** Vos secteurs d'argent ne subissant l'influence d'aucune planète, vous n'aurez pas de problème pécuniaire important à redouter, pas plus d'ailleurs que vous ne pourrez compter sur un coup de chance particulier. Ce sera à vous de jouer pour garder l'équilibre. Méfiez-vous cependant des envies d'achats ruineux qui pourront vous passer par la tête sous l'influence perverse de Jupiter en aspect dysharmonique.

## L'économiste

Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC

Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières  
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »  
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207

Adresse : Rue Entreprise de l'Union, en face de la Pharmacie des Roses - Agoè Télessou

Email : [contact@leconomistedutogo.tg](mailto:contact@leconomistedutogo.tg)

Site web : [www.leconomistedutogo.tg](http://www.leconomistedutogo.tg)

REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

### Directeur Général

Léonard DOSSOU

(+228 96 26 05 15)

### Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE

(+228 91 46 14 79)

### Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A

(+228 90 16 47 09)

### Rédacteur en Chef

Joël YANCLO

(+228 97 78 79 07)

### Rédacteurs

Hélène MARTELOT

Nicole ESSO

Vivien ATAHPABEM

Wilson LAWSON

### Directeur Commercial

Eli DEKOU

(+228 92 10 93 53)

### Correcteur

Michel Yao AYEVA

### Graphiste

A.Koffivi. AMOUZOUKPE



# TOUTE L'ACTUALITÉ ECONOMIQUE DU TOGO ET D'AILLEURS



» **Couverture médiatique**



» **Insertion publicitaire**



» **Publi-reportage ...**

Accédez à notre **Site Web** et tenez vous  
informé en temps réel de toute l'actualité !!

... *L'économiste du Togo, le journal des décideurs* ...



## Diplomatie parlementaire

## Le Togo et les États-Unis renforcent le dialogue

Le Président de l'Assemblée nationale, Komi Selom Klassou, a reçu, mercredi 28 janvier, au siège de l'hémicycle à Lomé, une délégation du Congrès américain conduite par Young Kim, membre du Congrès et représentante de la Californie.

La rencontre, qui s'inscrit dans le cadre d'une mission de terrain conduite par des membres de la Commission des affaires étrangères du Congrès des États-Unis, en collaboration avec le système des Nations unies, vise à évaluer les programmes onusiens ainsi que leurs impacts dans les pays partenaires. Au cours des échanges, la cheffe de la délégation a évoqué l'intérêt particulier des parlementaires américains pour les questions de santé, de sécurité alimentaire et de sécurité, des secteurs considérés comme essentiels pour accompagner le développement et consolider la stabilité. Les discussions ont également permis d'aborder le renforcement des relations interparlementaires entre les deux pays. « Nous avons eu une rencontre assez intéressante avec le Président de l'Assemblée nationale. Cet échange nous a permis de parler de beaucoup de sujets, notamment de la mise en

place d'un dialogue entre le Congrès américain et l'Assemblée nationale », a déclaré Young Kim. Par ailleurs, une invitation a été adressée à l'Assemblée nationale togolaise pour une prochaine visite à Washington, afin de favoriser le partage d'expériences et de bonnes pra-

tiques. Pour rappel, Lomé et Washington entretiennent depuis plusieurs années des relations de coopération dynamiques et multiformes. En témoigne l'ouverture récente d'une chambre de commerce américaine au Togo.

(Togo Officiel)



## Protection de l'enfance

## La PDG de Plan International salue l'engagement du Togo

La Présidente Directrice générale de Plan International, Reena Ghelani, a salué l'engagement du Togo en faveur des politiques publiques orientées vers la protection de l'enfance, l'éducation inclusive, l'autonomisation des filles et la lutte contre toutes les formes de violences basées sur le genre. Elle s'exprimait à l'issue de l'audience que lui a accordée, ce mardi 27 janvier 2026, le Président de l'Assemblée nationale, Komi Selom Klassou, dans le cadre de sa visite officielle au Togo.

Au cours des échanges, les deux personnalités ont fait le point sur les efforts déployés par l'État togolais pour garantir les droits des enfants, promouvoir l'égalité entre les filles et les garçons et renforcer les mécanismes de protection, en particulier au sein des communautés les plus vulnérables. Reena Ghelani a exprimé sa satisfaction quant à la volonté politique affichée par les autorités togolaises de placer l'enfant et la jeune fille au cœur des priorités nationales. Elle a notamment mis en avant les avancées en matière d'accès et de maintien des enfants à l'école, d'amélioration de la qualité de l'éducation, ainsi que les actions menées dans les domaines de la santé, de l'autonomisation économique et de la prévention des violences basées sur le genre. « Nous nous sommes assurés que tous les enfants, filles comme garçons, puissent rester à l'école et bénéficier d'une éducation de bonne qualité. Nous avons également évoqué les questions de santé et d'économie. Plan International œuvre au Togo depuis



plus de 40 ans. Le gouvernement est très ouvert et nous sommes ici pour voir comment renforcer davantage ce partenariat. Nous sommes en discussion continue afin que nos plans s'alignent sur les politiques nationales, notamment dans la lutte contre les violences basées sur le genre », a déclaré la Directrice générale de Plan International. Elle a par ailleurs réaffirmé la volonté de Plan International de poursuivre et de renforcer son appui technique et programmatique aux initiatives du Togo, en vue de la construction d'une société plus inclusive, équitable et protectrice des droits des enfants et des jeunes, en particulier des filles. De son côté, le Président de l'Assemblée nationale a salué l'action de

Plan International au Togo et souligné le rôle stratégique du Parlement dans l'élaboration et l'adoption de lois visant à consolider les droits de l'enfant et des jeunes, ainsi que les dispositifs nationaux de protection. Dirigeante internationale chevronnée, Reena Ghelani cumule plus de 25 années d'expérience dans les domaines de l'humanitaire, du développement, des droits humains, des déplacements de population et du maintien de la paix. À la tête de Plan International, organisation mondiale engagée pour les droits des enfants et l'égalité pour les filles, elle apporte un leadership stratégique et une expertise opérationnelle reconnue au service des populations vulnérables.

Avec Société Civile Médias

## Togo / Dispositif de lavage des mains

## Un rempart contre les infections à l'USP Bouladé

Confrontée autrefois à de fréquents risques d'infections nosocomiales, l'Unité de Soins Périphérique (USP) de Bouladé, située à 15 km de Kara, enregistre depuis deux ans une baisse significative des cas, à la suite de l'installation de dispositifs de lavage des mains par le gouvernement togolais, avec l'appui de l'UNICEF. Cette initiative a permis de renforcer les pratiques d'hygiène au sein de l'établissement et de réduire la propagation de maladies infectieuses telles que la diarrhée et la pneumonie, particulièrement préjudiciables aux enfants.

Bien qu'elle assure la couverture sanitaire d'environ quinze villages, soit une population estimée à 5 524 habitants, l'USP de Bouladé ne disposait pas d'un dispositif permanent de lavage des mains accessible aux patients venus en consultation. « Il n'y avait pas un moyen pour les aider à se laver les mains correctement avant d'accéder à la formation sanitaire », fait savoir Solim PIGNANDI, Ingénieur Eau et Assainissement, point focal WASH/PCI au district d'Assoli. D'après M. PIGNANDI, la structure sanitaire a dû, faute de moyens suffisants, se contenter de solutions de fortune. Une situation qui exposait davantage les patients aux risques de contamination et d'infections nosocomiales dans cette



USP où naissent de nombreux bébés et où beaucoup d'autres sont pris en charge ou vaccinés. Une infection nosocomiale, il faut le rappeler, est une infection contractée dans un établissement de santé au cours ou à la suite d'une prise en charge médicale, alors qu'elle n'était pas présente à l'admission du patient. Elle est souvent liée à des insuffisances en matière d'hygiène, notamment le non-respect du lavage des mains ou l'utilisation de matériel mal désinfecté. Ces

infections exposent particulièrement les nouveau-nés et les enfants à des maladies évitables comme la diarrhée et la pneumonie.

## Dispositif fixe de lavage des mains, un rempart contre les infections

Face à cette absence criante d'installations d'hygiène de base, il était indispensable de renforcer la Prévention et le Contrôle des Infections (PCI) à l'USP de Bouladé.

C'est ainsi qu'avec l'appui de l'UNICEF et du Gouvernement togolais, la formation sanitaire a été dotée, en 2024, d'un dispositif fixe et permanent de lavage des mains à quatre robinets, installé à l'entrée de la structure et raccordé à une source d'eau fiable. Mais cette intervention ne s'est pas limitée à l'infrastructure seule. Dans une approche globale de renforcement de la PCI, l'USP a également bénéficié d'intrants essentiels, notamment du savon

liquide, du chlore, des gants, des cache-nez et des pulvérisateurs, destinés à améliorer durablement les pratiques d'hygiène et de sécurité sanitaire au sein de la structure. À ces équipements et intrants s'ajoute le renforcement des capacités du personnel de l'USP, élément clé de la stratégie de PCI. Les agents de santé ont en effet bénéficié de formations spécifiques en PCI, axées sur l'adoption de bonnes pratiques d'hygiène et de sécurité dans la prise en charge des patients. Cette

formation a permis au personnel de mieux appréhender les gestes essentiels de protection, tant pour leur propre sécurité que pour celle des usagers. « J'ai appris à trier correctement les déchets médicaux avant leur destruction, à préparer l'eau de javel pour la décontamination de nos matériels et à stériliser le matériel après les accouchements », témoigne Lombéna TOMBEGOU, accoucheuse auxiliaire à l'USP Bouladé et bénéficiaire de la formation.

Avec Société Civile Médias

## Opportunités !!!

Chambres meublées, spacieuses et climatisées sises à Cotonou — Sikecodji - non loin de l'Etoile Rouge.

Meilleurs tarifs avec une bonne connexion internet.

Appeler le : (+229) 69 19 08 80 / 60 91 78 00 / 97 14 85 43.



LE RENDEZ-VOUS ANNUEL DES ACTEURS  
DU MARCHÉ FINANCIER RÉGIONAL



7<sup>ème</sup> édition  
**BRVM  
AWARDS  
2026**

LADILI  
CONSULTING

MOBILISER  
ACCELERER

